

Les putschistes en échec

L'Humanité, 29 octobre 1993

LES affrontements tribaux qui ont éclaté après la tentative de coup d'Etat entre les ethnies Hutu et Tutsi ont fait plusieurs milliers de morts, ont indiqué des journalistes ayant survolé le pays. Parmi eux, six ministres du gouvernement du président assassiné Melchior Ndadaye. Depuis le 21 octobre, 250.000 personnes ont quitté leur pays pour se rendre en Tanzanie et autant ont fui vers le Rwanda. L'exode concerne donc 10% de la population burundaise. Jeudi, plus de 10.000 personnes ont manifesté pour réclamer le retour au pouvoir du gouvernement du président assassiné Melchior Ndadaye.

Le gouvernement en exil a annoncé mercredi soir que le Comité de salut public mis en place par les putschistes après leur coup d'Etat de jeudi dernier avait « cessé d'exister ». Dans un communiqué lu à la radio burundaise, le premier ministre Mme Sylvie Kinigi, a ajouté : « Nous informons tous les Burundais et la communauté internationale que le petit groupe qui a cherché à prendre le pouvoir a été démantelé. » Selon la radio rwandaise, l'ancien ministre de l'Intérieur du major Pierre

Buyoya, François Ngeze, qui dirigeait le Comité de salut public, a été placé en résidence surveillée et 15 membres des forces armées qui ont pris part au coup d'Etat ont fui le pays.

L'envoyé spécial de l'ONU à Bujumbura, James Jonah, a affirmé jeudi que les militaires reconnaissent « le gouvernement légal qui assume le pouvoir et ses responsabilités ». Un porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères avait indiqué mercredi que l'état-major général des forces armées avait repris le contrôle de plus de 60% des forces armées, dominées par l'ethnie minoritaire des Tutsis, dont Mme Kinigi est également membre. Mme Kinigi, dans le même communiqué, dément toute division du gouvernement.

Le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, Salim Ahmed Salim, s'est déclaré mercredi favorable à l'envoi d'une force internationale, qu'il préférerait africaine, mais « soutenue par la communauté internationale ». Cette force aurait pour but d'« assister le gouvernement » et de « créer les conditions nécessaires à la réorganisation des forces de sécurité ».